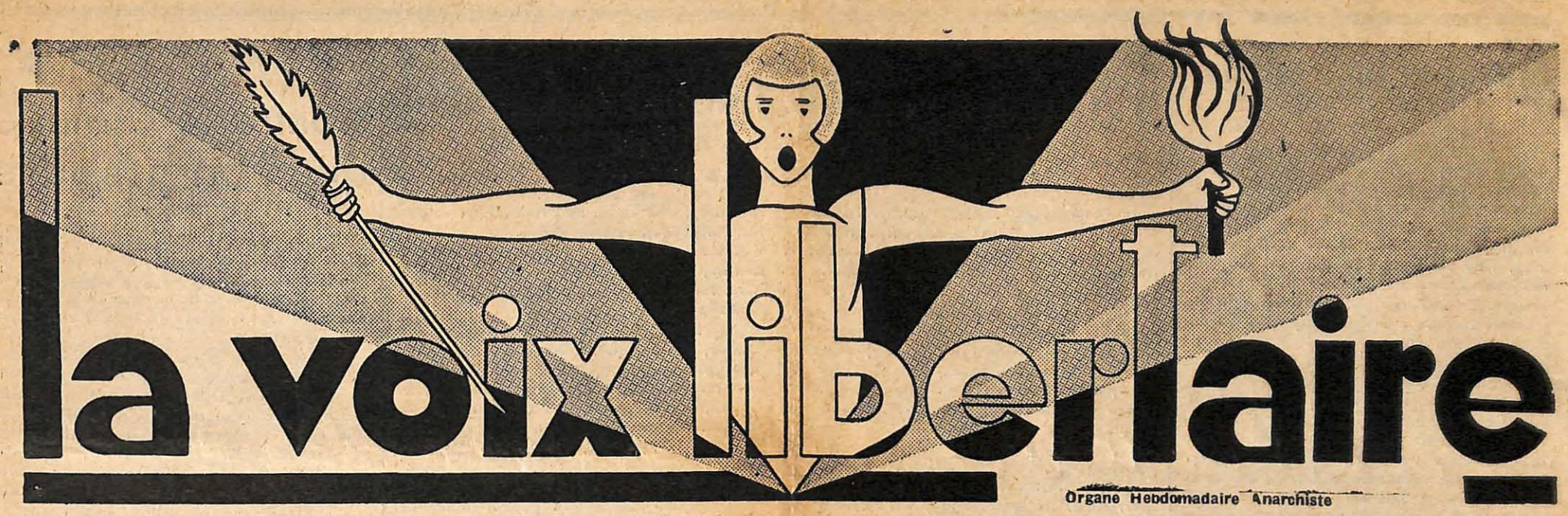
HUITIEME ANNEE. — N° 336. PRIX : 0 fr. 50 SAMEDI 1er AOUT 1936.



« VOIX LIBERTAIRE »
Boite postale n° 27
Envois d'argent : Chèque Postal LANSADE 10.675
Limoges

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
France	5 50	11 fr.	22 fr.
Etranger	7 50	15 fr.	30 fr.

AVEC TOUS LES OPPRIMÉS
Contre tous les oppresseurs

LA LUTTE HÉROIQUE DE NOS FRÈRES D'ESPAGNE

Le gouvernement du Popu-front d'Espagne a été surpris et mis en fâcheuse posture par la canaille fasciste. A l'heure où j'écris, le conflit est loin d'être réglé. L'*Humanité* du 24 juillet, tout en chantant victoire, publiait une carte indiquant la position respective des belligérants. Et, en consultant cette carte, il était facile de se rendre compte que la partie était loin d'être gagnée par le prolétariat. Tout le nord de l'Espagne, sauf la Catalogne, occupé par les esclavagistes, jusqu'aux environs de Madrid, encore menacée, ainsi qu'une partie la péninsule jusqu'à Cadix et Gibraltar, avec de l'Astramadure et toute la pointe sud de une partie du pays Cordouan et tout le Maroc Espagnol, d'où est parti le mouvement liberticide.

Admettons, comme semble l'indiquer la dite carte, que les villes occupées par les fascistes ne constituent que des îlots sans liens entre eux, ceux-ci peuvent offrir une sérieuse résistance en essayant d'opérer leur jonction. D'autre part, la province de Séville et le Maroc Espagnol étant totalement aux mains des fascistes et comprenant des points dangereux en ce qui concerne les relations internationales (Gibraltar et Tanger), il n'y a pas de quoi être rassuré. Déjà des bateaux de guerre des puissances intéressées — oh ! combien intéressées ! — croisent en vue de ces deux villes.

J'espère, quand paraîtront ces lignes, que si les fascistes ne sont pas complètement réduits à néant, ils aient au moins perdu un bonne partie de leurs positions. Mais quelle saignée cela va-t-il occasionner dans la classe ouvrière espagnole ?

Voilà où conduit la fameuse tactique de la main tendue aux fascistes et de l'union sans discernement avec les éléments les plus douteux.

Les Girondins finissent toujours par s'allier aux Monarchistes. Il faut constamment se méfier de ces êtres qui ne sont — à leur dire — ni chair, ni poisson, ni oiseau, ni ratepenade et n'en finissent jamais de délibérer pour savoir s'ils vont partir du pied gauche ou du pied droit. Quand on à l'avantage on le garde et pour garder l'avantage il ne faut jamais cesser d'aller de l'avant.

C'est ce que nous avons dit ici-même quand le prolétariat français a commencé son offensive contre ses propres fascistes.

Mais qu'a fait le gouvernement de M. Blum et que fait-il encore ? L'appareil d'Etat est lourd à se mouvoir quand il s'agit d'aller de l'avant. Oui, mais il est très souple et très prompt quand il s'agit de manœuvrer en arrière. On nous a objecté que l'épuration demandait du temps. Sans blague ! Faut-il cent sept ans pour débarquer un Peyrouton qui manigance encore au Maroc contre votre république ? Est-il si difficile de lui trouver un remplaçant ?

Pourtant, ce n'est pas faute que maints journaux du Front populaire l'aient signalé au gouvernement. Voici, d'après l'*Humanité*, ce qu'écrivait l'hebdomadaire *Vendredi* :

« Comment s'appelle donc le directeur de notre mouvement des fonds ? Baumgartner, aussi célèbre que M. Mercier, son beau-père, pour son dévouement aux banques.

» Le Maroc espagnol était laissé entre les mains d'officiers factieux qui déshonoraient la Républiquee avant de l'attaquer. Comment s'appelle donc le résident de France au Maroc ? Peyrouton. Peyrouton aussi célèbre que son beau-père, M. Malvy, que par les faveurs dont il combla les fascistes en Tunisie.

» Les Canaries lointaines étaient gouvernées par le général Franco. Qui gouverne, insulte et torture le peuple anamite ? Le gouverneur Robin.

» Le gouvernement madrilène a pris la direction des journaux de droite qui avaient aidé à provoquer l'émeute. Attendrons-nous d'en être réduits là ? »

Hélas ! en France, malgré notre belle république et son gouvernement de gauche, l'assassin Gil Robles a pu, de Biarritz, diriger tranquillement les opérations contre la république-sœur. Il n'a pas encore été expulsé. Ah ! s'il s'agissait d'un ouvrier étranger et antifasciste, réclamant ses droits, on ne mettrait pas de gants pour le conduire à la frontière.

Pourtant la solidarité agissante des pays fascistes n'a pas failli. Hitler et Mussolini ont fourni des avions à leurs amis d'Espagne. Et probablement aussi des fonds assez rondelets.

Je vois venir l'objection du côté de nos propres camarades anarchistes : « Si le gouvernement français et le gouvernement russe, par exemple, apportaient ouvertement leur aide à la république espagnole, le remède serait pire que le mal, car cela pourrait entraîner une nouvelle guerre européenne. »

Mais qui parle d'intervenir ouvertement ? On apporte d'abord son aide et puis on publie des démentis. On emploie, en un mot, la même méthode que les gouvernemnts fascistes. Les démentis ce n'est pas ce qui coûte le plus cher.

Dans ce cas, direz-vous, nous ne pourrons jamais savoir si les gouvernements amis de la république espagnole lui ont apporté leur aide.

— Oh ! là là, mais si, nous le saurions, les fascistes ne manqueraient pas de le gueuler sur les toits.

Hélas ! c'est bien trop demander à un gouvernement, même quand il se réclame du Front populaire.

Nous préférerions, certes, que les Etats étrangers ne s'occupassent jamais des affaires intérieures des autres Etats. Malheureusement, ces sortes d'interventions sont de règle. Et seule l'action du prolétariat international peut en limiter les dégâts. Si j'ai rappelé tout ceci, c'est pour démontrer, une fois de plus, qu'on ne peut compter sur les gouvernements même les plus avancés pour aider efficacement à l'émancipation des autres pays. Ce qui ne les empêche pas de mettre toutes sortes d'entraves au progrès dans le pays même où ils sévissent.

Nos camarades de la Fédération Anarchiste Ibérique et ceux de la C. N. T. sont aux premiers rangs de la lutte contre l'esclavage. Beaucoup déjà ont payé de leur sang, après avoir souvent payé de leur liberté, leur dévouement à la cause du prolétariat. Un de ces camarades, bien connu en France, Ascaso, est mort en se portant à l'assaut d'une caserne d'artillerie occupée par les fascistes, à Barcelone.

Ce n'est pas la première fois que les anarchistes espagnols donnent au monde entier la mesure de leur héroïsme. Cependant, après celle-ci, il sera bien plus difficile à nos bolchevistes de l' « Humanité » de les représenter comme des fascistes.

Je ne crois pas que les prolétaires espagnols, même socialistes ou bolchevistes, aient jamais coupé dans de pareils bobards. Cela ne les empêche pas de constater, avec les prolétaires de tous les pays, combien cette fois encore leurs compatriotes anarchistes savent défendre leur cause, les armes à la main contre un ennemi plus nombreux et mieux armé qu'eux.

Et ici, en France, nous devons profiter de cette dure leçon si nous ne voulons pas que le sang ouvrier rougisse encore le pavé de nos rues.

Nous devons brider les fascistes par tous les moyens. Exiger du gouvernement qu'il revienne sur sa décision malencontreuse de vouloir empêcher à l'avenir l'occupation des usines, car, en cas de troubles, celles-ci constitueraient autant de bastions pour nous tirer dessus et cela même au milieu de nos quartiers ouvriers.

La dissolution des ligues est une vaste blague. Figurez-vous qu'on veuille dissoudre la C. G. T. Les mesures prises en matière d'armement ne gênent que les ouvriers ; elles ne gênent pas les fascistes. Exigeons pour le peuple le droit de s'armer.

Et que l'Etat républicain, s'il l'ose, fende à tour de bras l'oreille de tous les sacripants qui, tout en se faisant engraisser par lui n'attendent qu'un signal pour lui faire le coup du père François.

TRENCOSERP.

N.-B. — D'habitude, je ne prends pas la peine de relever les coquilles occasionnées par ma déplorable écriture, sûr que les lecteurs de la « V. L. » savent rectifier eux-mêmes.

Toutefois, dans mon dernier article, une phrase a pris de ce chef un tour prud'hommesque passablement cocasse :

« *Les hautes destinées reposent sur les « bases » dont elles se font un piédestal.* » J'avais écrit, les MASSES.

J'avais écrit encore, au sujet des bolchevicks : « *Ils ne se contentent pas de plutarquiser, ils se déifient* », au lieu ILS SE DÉFIENT.

Toutes mes excuses... T.

LA MAGISTRATURE NE DÉSARME PAS

Fortin condamné

Le lundi 20 juillet dernier, Fernand Fortin, gérant et directeur de la « Revue Anarchiste » comparaissait sur opposition à un premier jugement, devant la 13e Chambre correctionnelle sous l'inculpation de provocation de militaires à la désobéissance. Il était poursuivi, dit la « *Patrie Humaine* », pour avoir publié dans sa revue certains passages du « Manuel du Soldat » de notre ami Georges Yvetot, qui avait été acquitté lorsqu'il fut lui-même poursuivi à la parution de cette brochure.

Plus sévères que leurs prédécesseurs, les juges de la 13e ont condamné Fortin à trois mois de prison ferme et 100 francs d'amende. On ne pouvait espérer mieux. Mais qu'attendent les représentants du Front Populaire au Parlement pour abroger les lois de 93 et 94 ? Va-t-on, sous un gouvernement socialiste, continuer à condamner les militants en vertu de ces lois d'exception qui constituent depuis près d'un demi-siècle une arme entre les mains de la réaction ?

Pour faire réfléchir

Les communistes de bonne foi et capables de réfléchir ont dû être tristement surpris en constatant qu'à Genève la Russie n'a pas protesté solennellement contre l'annexion de l'Ethiopie et qu'elle s'est montrée fort désireuse, au contraire, de plaire à Mussolini. Incontestablement, le pays des Soviets devient l'un des plus militaristes du monde ; de plus en plus, le patriotisme russe ressemble comme un frère au nationalisme fasciste ou hitlérien.

Et, en France, le parti communiste se révèle le parti belliciste par excellence. Les réactionnaires eux-mêmes sont vaincus sur ce terrain, leur chauvinisme ne parvenant pas à égaler celui d'un Thorez et des autres chefs moscoutaires. Fidèles aux instructions données par Staline, ces derniers veulent, en effet, que notre pays n'ait d'autre but désormais que de combattre Hitler. Loin de repousser avec horreur l'idée d'une guerre prochaine et possible, ils préparent les esprits à cette éventualité atroce.

Nous refusons absolument de faire si bon marché de la paix ; nous croyons indispensable d'éclairer de plus en plus le peuple sur les conséquences qu'aurait pour lui une lutte avec un pays voisin. Rappelons-nous ce qui vient de se passer en Ethiopie : « Les aéroplanes italiens par groupes de cinq, de dix ou de quinze, répandirent des nappes continues de gaz ypérite sur le pays. Les femmes, les enfants, les soldats, les agglomérations, les champs furent arrosés par les nappes meurtrières. Le gouvernement italien fit passer et repasser ses avions, poussant le raffinement de la barbarie jusqu'à faire ypériter les points les plus éloignés du champ de bataille, afin de jeter l'épouvante et la mort en Ethiopie. Les hommes et les bêtes succombèrent, et c'est par dizaines de milliers que, dans d'atroces souffrances, moururent les victimes de l'Italie ». Dans un pays comme le nôtre, qui renferme de grandes agglomérations, l'effet des gaz asphyxiants serait mille fois plus meurtrier. Rien ne subsisterait de villes telles que Paris, Lille ou Lyon. Et il faudrait compter avec des inventions encore plus redoutables que celles qui furent utilisées contre les malheureux éthiopiens !

Aussi, quoi qu'ils fassent et quoi qu'ils disent, Staline et Thorez ne parviendront pas à nous faire oublier que la guerre est le plus grand des maux et que ceux qui la préparent et la désirent sont des monstres inhumains.

L. BARBEDETTE.

Groupe théâtral "Floréal"

Nos amis voudront bien retenir la date du 9 août afin d'assister à la **Sortie Champêtre** donnée par **Floréal** dans la forêt de Saint-Leu. Jeux, Concert, divertissements assurés. Rendez-vous gare du Nord, sortie intérieure du métro, à 8 h. 30. Prix du voyage aller et retour Saint-Leu, 4 fr. 50, billet du dimanche.

Pour les retardataires, trains toutes les demi-heures, à l'arrivée des flèches aux initiales « G. F. » indiqueront le chemin. Apporter ses provisions.

Le Secrétaire.

Lettre de mon village

SOUS LE SIGNE DU MENSONGE. — Notre génération n'avait à aucun moment donné le spectacle d'une haute probité morale, cependant l'effondrement de sentiments élevés et l'absence de sincérité dans les rapports entre humains n'avaient été aussi marquants que ces dernières années. Une véritable panique s'est emparée des individus dans laquelle les dénués de scrupules voulant tirer leur épingle du jeu ont recours à la plus abjecte deloyauté : le mensonge.

Les exemples se présentent en foule, seul le choix embarrasse.

En politique, l'expérience gouvernementale socialiste fourmille de reniements qui attendaient leur heure. Vous avez entendu Blum s'écrier : « Je suis un homme nouveau ! » Le socialiste d'hier n'est donc plus ? Ce socialisme et ce marxisme n'étaient alors que mensonges dans sa bouche — et aussi dans celle de ses satellites — juste bons pour appâter les électeurs ? Toute autre citation est superflue, celle-ci donne une idée précise de la sincérité des politiciens du socialisme ; elle les présume prêts à toutes les concessions au capitalisme roi.

En syndicalisme n'a-t-on pas proclamé que la grève du type juin 1936 était un acte illégal ? Nous le savons, certes. Nous n'ignorons pas non plus que cette formule lapidaire : *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*, ne laisse certainement pas entendre que cette émancipation se fera sous l'égide des lois bourgeoises, mais au contraire par l'action extra-légale jugée opportune par les travailleurs authentiques, à l'exclusion de toute immixtion suspecte.

Les bonimenteurs du syndicalisme cégétistes mentaient donc à leurs auditoires lorsqu'ils leur préconisaient la grève générale expropriatrice, puisqu'aujourd'hui, ils considèrent illégale la prise en gage de cette propriété. Qu'aurions-nous entendu, si les travailleurs en avaient décidé l'expropriation ?

En matière de finances nationales, c'est pire. Nos dirigeants ont périodiquement assuré avoir enfin conjuré la crise budgétaire. Or, ces périodes ont été régulièrement suivies de lendemains pessimistes qui se sont traduits par des restrictions et impositions nouvelles. Les Doumergue, les Laval, les Sarraut et autres, faisant étalage d'un optimisme menteur, abusaient ainsi de la confiance du contribuable pliant toujours davantage sous le fardeau des contributions. Je n'invente pas, je cite, c'est lee ministre actuel des Finances qui dénonce ses prédécesseurs du haut de la tribune du Parlement. Combien durera sa sincérité à lui ? Probablement ce qu'a duré celle de ses devanciers.

Les journaux de partis nous donnent le spectacle — qui serait plaisant si nous n'étions pas les victimes expiatoires de toutes les fautes, et aussi de toutes les canailleries, commises — de contradictions et de faits qui se démentent. Ainsi, « La Dépêche de Toulouse », dans un éditorial du 26 mai dernier se réjouit de la bonne gestion de la législature sortante qui laissait « un excédent budgétaire de 200 millions ». Sur le papier, peut-être, mais la réalité doit être tout autre, puisque dans ce même journal du 8 juin, il est dit que la Banque de France, en quelques semaines a « créé plus de dix milliards de billets pour permettre à l'Etat de faire face à son échéance » (Gaston Jèze); et le 24 suivant, qu'en 1936 « l'insuffisance des recettes est d'environ sept milliards » (Bertrand Nogaro). L'éditorial termine ainsi : « Le gouvernement républicain qui cède le pouvoir en juin 1936 laisse une situation budgétaire équilibrée et une situation économique améliorée. Ce sont les chiffres qui parlent. » Les chiffres ont la sincérité et la bonne foi qu'on leur donne; ils seront vérité ou mensonge selon les vues de ceux à qui ils profitent, ils sont des auxiliaires passifs à leur cause. Les politiciens laissent cependant échapper une part de vérité lorsqu'ils avouent que les deux dernières législatures ont augmenté la dette publique de 110 à 120 milliards, dont 40 à 50 imputables à la sortante, auxquels il faut servir intérêts; il n'y a là rien qui dénote une situation améliorée.

Des jours sombres se préparent. L'expérience gouvernementale socialiste de par sa déformation doctrinale, de par ses soutiens radicaux et communistes et aussi par son assujettissement inévitable aux puissances financières est vouée à un échec certain. Ce sera alors ou l'expérience communiste ou le triomphe du fascisme ; nous avons assez d'expériences pour avoir à redouter l'un et l'autre. A moins que le peuple, ouvrant enfin les yeux sur les agissements mensongers de toute la politicaille, ne fasse du passé table rase et instaure un monde nouveau où le soleil brillera pour tous.

G. LENCONTRE.

A propos de : Au service de l'Allemagne

N° XXV de la " R. A. "

Je viens de lire dans le dernier numéro de la « R. A. » un vénement article de Styr Nhair se plaçant sous ce signe en ironique imitation de Barrès et Poincare.

D'une plume acerée il flétrit, dès le titre, « tous les traités de haine, tous les pactes de dupes ».

Et aussi les si courantes malpropretés des « diplomaties ».

Ce, afin de bien établir que « l'Allemagne a été humiliée, calomniée, ruinée ». Et aussi que « sa cause tend à se confondre avec celle de la Justice ».

Cet article, ce long article, est si dense qu'il est vraiment impossible de le résumer. Aussi ne tenterai-je point de le faire et me bornerai-je à ajouter à l'énoncé du titre celui des sous-titres : Le Droit de la Force — L'encerclement du Reich — Le chantage à la menace — Un « coup de force » — La duperie de la « Sécurité collective » — Les « libérateurs » guerriers — Procès guerriers ou arrangements pacifiques ?

En conclusion, il propose : « Notre solution ».

Cette solution est représentée par un certain « défaitisme » qui, dit Styr Nhair, « a déjà bénéficié d'autres plaidoyers » et qui consiste — si je comprends bien — à subir avec une résignation toute chrétienne tout ce que la Force Militaire imposera.

Cette conclusion étant essentiellement subjective, étant une simple opinion toute personnelle, échappe à discussion. Aussi n'en ferai-je que simple mention.

Mais j'ai eu la curiosité de me demander à quel mètre, à quel critérium, Styr Nhair ramenait les « faits » pour porter sur eux des jugements à ce point tranchants.

Et j'ai fait aussitôt cette constatation troublante, à savoir que : *seule*, la « Morale » peut fonder de tels jugements portés sur des « coups de force », sur des « duperies », sur des « chantages », sur des « haines ».

Sans la « Morale », ces jugements n'existent pas, ne peuvent pas exister.

Or Sthyr Nhair est Stirnérien.

Ce qui le fait nier l'existence de la Morale, nier jusqu'à la possibilité de la Morale.

Pour un Stirnérien, l'Individu est toujours fondé à poursuivre la réalisation de son déterminisme propre.

C'est-à-dire : tant pis pour ceux plus faibles qui se trouvent sur le chemin du plus fort.

Ainsi, lorsque Hitler fait débiter à la hache ceux qui lui font opposition, ou encore les fait perforer à l'arme blanche ou à feu, il poursuit simplement la réalisation de son déterminisme. Exemple pris entre cent mille autres possibles.

Je crois savoir aussi que Stirner ne condamne pas les moyens de ruse qui vous permettent d'échapper à la Loi du plus fort. Autrement dit, il ne condamne pas la « duperie », il n'exig epas que le plus fort. renonce totalement aux moyens de « persuasion » pour arriver à ses fins.

Mais, m'objectera-t-on, un Stirnérien peut bien tout de même faire acte de « générosité » ! !

Oui, évidemment, tant que « générosité » reste un terme non défini, sans valeur intrinsèque ; tant que « générosité » *ne coûte rien.*

Mais non, dès que « générosité » représente une précise valeur intrinsèque soit : *ce que l'on sacrifie, de soi, au bénéfice d'autrui, en plus du fondamentalement « dû » à cet autrui.*

Or, ce qui fixe le *fondamentalement dû* par chacun à la totalité d'autrui, c'est la « Morale ».

Et partout où ce « dû » n'est pas clairement fixé, ce n'est pas la *vraie* « Morale » qui fonctionne. C'en est un simple ersatz, propice aux duperies. Propice à ces duperies que, si véhémentement, condamne Styr Nhair.

***

Donc, ayant lu l'article de Styr Nhair, je le refaisais en pensée. Talent en moins, bien entendu.

Et la « justice » étant définie par le Droit et Devoir d'Homme : *à chacun pleine propriété de sa vie ; de chacun plein respect de cette propriété chez autrui*, je voyais d'abord tomber cette affirmation liminaire : « la cause de l'Allemagne se confond avec celle de la justice. »

Car si « Justice » n'est pas ce Droit et Devoir, il doit être dit *en quoi elle consiste.* A quel mètre se mesurera l'injustice. Et aussi la haine !

Car telles expressions, l'Allemagne, la France, la Belgique, l'Italie, etc., etc., cela ne signifie jamais que : le maître qui parle au nom de ses asservis d'Allemagne, de France, d'Italie, etc., etc. Il est même surprenant de voir un anarchiste militant sembler l'ignorer !

Et la « Morale » — autre nom de Justice et comme elle Droit et Devoir d'Homme — étant ce quelque chose de parfaitement net, clair, universel, toutes les tractations parlées ou écrites de la diplomatie — toutes, sans exception — prenaient du même coup leur valeur réelle : *ou « duperie » ou « chantage » sur quoi peut brocher à tout instant le « coup de force » aux répercussions impossibles à prévoir ! !*

Aussi, comme conclusion personnelle, aucune idée de « vomir la France à pleine bouche », ce que fait Styr Nhair.

Mais simplement le souhait que, en cette France, les « avancés », les « evolues », œuvrent enfin resolument à une prise de conscience *generalisee* du Droit et Devoir d'Homme : revendication par chacun de la propriete de sa vie avec pratique du respect de cette propriété chez autrui.

C'est à cette condition seulement que les termes Justice, Morale, Droit, prendront enfin un sens précis, concret.

C'est à cette condition seulement que c'en sera fini pour les « dirigeants de conscience » du religieux ou du politique de pouvoir dire indifféremment : ceci est lanterne et cela vessie ou cela est vessie et cela lanterne. Et être crus d'emblée.

C'est à cette condition-là seulement que peut disparaître le Pouvoir gouvernemental, *indispensable directeur de conscience de toute masse formée d'individus non conscients de Droit et Devoir d'Homme.*

C'est à cette condition-là seulement que c'en sera fini avec les affiches de mobilisation.

Mais cela, les professionnels du « Pacifisme » se refusent à le comprendre.

Ils ont leurs raisons pour cela...

Leur Paix est « politique ».

***

Le sloggan « Justice, Droit, Civilisation » est simple pipée. Tout comme tous autres.

Tout comme celui « Pain, Paix, Liberté » en honneur aujourd'hui.

Hors d'une organisation sociale à base Droit et Devoir d'Homme, il n'est d'autre « Liberté » que : obéissance au Pouvoir gouvernemental. Ce, qu'il s'agisse de Liberté Individuelle, de Liberté Publique, de Liberté Politique. Tous ces prénoms servant uniquement à embrouiller les choses.

Comme hors de là il n'est d'autre « Paix que celle marquant l'intervalle entre une démobilisation et une re-mobilisation.

Comme hors de là le « moi d'abord ! » ou « Nous d'abord ! » régit seul l'Economique Symbolisé ici par « Pain ».

***

Dans le numéro du 3 juillet dernier de l'hebdomadaire « *Vendredi* », organe du Rassemblement Populaire, figure — curieuse coïncidence — un talentueux et véhément réquisitoire qui s'apparente singulièrement avec celui de Styr Nhair en cause ici. Son auteur, Martin-Chauffier, s'incarne en un Procureur général près la « Haute Cour » chargée de juger M. Pierre Laval inculpé de « Haute Trahison ».

D'un bout à l'autre, cet impressionnant réquisitoire argue de « Morale ». Or, d'un bout à l'autre, la « Morale » — celle qui n'est pas une simple duperie — n'a qu'y faire. Tout ce qui est « Politique » ne constitue-t-il pas, par essence, flagrant et permanent déni de Morale ?

Il vitupère talentueusement contre la « trahison », contre le « traître ». Or, partout où une « trahison » peut se produire, partout où un « traître » peut exister, preuve est faite, *totale*, qu'il s'agit d'un « clan », d'une *association d'appétits*, que l' « intérêt » y est seule loi, *que toute Morale vraie en est exclue, qu'on est simplement en présence d'une « loi de milieu ».*

Et lorsque, en pareil cas, on rapporte actes et choses au mètre de la Morale vraie, traîtres et trahis, dupeurs et dupés, apparaissent à mettre dans le même sac, qu'il s'agisse de sanction de billot, de corde, d'arme à feu, de bagne ou de simple mépris.

Mettre dans le même sac traîtres et trahis, dupeurs et dupés, habiles et gogos, c'est vraiment la Révolution. Celle qui n'est pas une simple duperie de la Politique. Celle qui est rupture définitive avec le Sous Humain des grégaires : boutiques, clans, nations, ligues, etc., avec sloggans, insignes, drapeaux.

Celle dont on ne voit guère prendre le chemin.

M. DUBOIS.

ANNIVERSAIRE TRAGIQUE

Contre le carnage que l'on prépare

Chaque année révolue nous rappelle, aux premiers jours du mois d'Août, le carnage colossal perpétré par les gouvernements du monde entier sous le prétexte d'une balle qui a échoué sur la poitrine d'un grand duc autrichien.

Malgré toutes les manifestations pacifistes qui se sont déroulées depuis le Traité de Versailles, malgré les serments solennels de centaines de milliers et de millions d'hommes et de femmes du monde entier « de ne plus permettre ça », nous sommes aujourd'hui au centre d'un nouveau torbillon qui peut facilement nous entraîner dans une nouvelle guerre, mille fois plus meurtrière que celle de 1914. Les serments seront oubliés et les manifeestations pacifistes seront remises... pour le jour de la victoire !

Et tout comme la chute fatale de l'héritier du trône d'Autriche avait pu aboutir à la Grande Guerre, le retour sur ce trône d'un autre héritier peut amener à une plus Grande Guerre...

Les Etats semblent être à l'affût de l'étincelle qui mettrait le feu aux poudres.

Ils ont besoin d'une relâche. Restauration en Autriche, tension entre le Japon et U. R. S. S., provocations hitlériennes, annexion de l'Autriche — autant d'éventualités qui sourient aux appétits des marchands de canons et aux Etat qui ne peuvent plus sortir de la crise économique et politique qui les étreint.

Les gouvernements ont besoin d'une saignée. Nécessité d'user les stocks de matériel de guerre ; nécessité de « résorber » le chômage — la guerre est le moyen qui se prête le mieux à ces opérations.

Nous n'avons cessé de répéter que les manifestations pacifistes sont inutiles et sans effet. Nous n'avons cessé de répéter que la S. D. N. n'était que l'antichambre où les guerres futures seraient réglées. Jamais une assemblée — fût-elle de gangsters ou de brigands — ne s'était abaissée à un niveau aussi abject que cette S. D. N. qui a provoqué, autorisé et légalisé la guerre des conquêtes. Nous ne cesserons de répéter que les résolutions de congrès ne signifient rien contre mitrailleuses, canons et gaz asphyxiants.

Nous ne cesserons enfin de répéter que c'est uniquement aux mains de ceux qui sont envoyés à s'entre-égorger que se trouve le moyen de contrecarrer les desseins sordides du fascisme, du capitalisme et de l'Etat tout court. Une action collective de résistance active du prolétariat des villes et des campagnes — telle est la *seule et unique* méthode capable de mater les gouvernants. Mais pour qu'une telle action puisse être efficace au moment opportun, il faut la *préparer de suite*, et l'*organiser*.

Une action collective organisée contre la guerre ne peut être victorieuse que si elle prévoit, le cas échéant, et si le déclanchement même de la guerre devient un fait accompli, la contre-attaque immédiate par le déclanchement de la grève générale.

C'est vers l'*organisation de la grève générale contre la guerre* que nous appelons, une fois de plus, et avant qu'il ne soit trop tard, les masses prolétariennes du monde entier. Sans elle, la guerre reste le moyen le plus efficace pour détruire l'organisation prolétarienne.

CONTRE LA GUERRE — LA GRÈVE GÉNÉRALE.

Il faut choisir, et vite.

L'Association Internationale des Travailleurs.

PETITE CORRESPONDANCE

Maurice Imbard. — Oui, avons bien reçu « Machinisme ». Insérerons aussitôt que possible et conserverons texte pour brochure.

G. Lencontre. — L'article que tu signales est bien en notre possession.

Carnet de l'Errant

Ennemis en théorie, identiques dans les méthodes, tels apparaissent les Camelots du Roy et les Communistes.

En effet, lorsque les Maurras, Daudet et compagnie veulent discréditer la presse révolutionnaire, ils demandent : « D'où vient l'argent ? ». Réponse : « De l'Allemagne, de Guillaume ».

Inutile de faire allusion à la stupidité de cette tactique qui laisse entrevoir une main occulte distribuant l'argent à foison. Ce qui nous revolte et nous donne la nausée, c'est de constater que les communistes emploient cette même méthode au sujet de la probable parution d'un quotidien à Bucard, chef franciste.

A propos de ce quotidien, « *L'Humanité* » demande : « D'où vient l'argent ? Le journal de Bucard n'est-il pas payé par Hitler par le canal de la maison brune ? ».

Ainsi l'ennemi du prolétariat d'hier c'était l'Allemagne et son Empereur qui soudoya « *L'Humanité* » de Jaurès.

L'ennemi du prolétariat d'aujourd'hui c'est l'Allemagne et son dictateur Hitler qui, par le canal de la maison brune, soudoie le journal à Bucard.

Quelle néfaste et criminelle tactique ! Le bôche revient inlassablement sur l'échiquier européen. Ce bôche est responsable de heurs et malheurs dont la France est accablée comme si, dans cette république bourgeoise, il n'existait point des individus prêts à soutenir l'entreprise du chef franciste Bucard.

Les communistes accomplissent ainsi une œuvre d'autant plus néfaste que les Allemands expient les fautes de ceux qui s'imposèrent comme leurs défenseurs, leurs chefs, qui les trahirent à la dernière heure.

Puis, n'est-il pas criminel de dresser un peuple envers un autre et préparer ainsi les esprits à accepter une nouvelle hécatombe ? Nous ne comprenons pas qu'à force d'agiter le péril allemand ou le péril jaune, nous réveillons chez l'homme ses mauvais penchants, le précipitant ainsi dans la guerre ?

Non, il faut avoir le courage de dire la vérité, toute la vérité, il faut être moins hypocrite, il faut dénoncer les véritables causes du malaise qui règne sur le monde. Mais, pour ce faire, il faut savoir que l'homme n'est pas juste et bon comme certains le prétendent, qu'en lui sommeillent des instincts, des penchants sauvages qui, à la première occasion, se manifesteront avec violence et dès lors on se rendra compte que la ruse, le mensonge conscient et voulu est néfaste, que seule une répartition adéquate des matières premières permettrait d'atteindre un stade où les guerres seraient bannies et l'exploitation de l'homme par l'homme supprimée.

Les bourgeois, les capitalistes sont contre toute violence lorsque celle-ci est exercée à leur détriment ; mais lorsque leurs soudards incendient, assassinent afin d'instaurer une dictature, alors la violence est sacrée et les assassins sont glorifiés.

La presse bourgeoise crie au scandale et réclame de sévères sanctions lorsque nos marins s'insurgent contre l'Etat ; mais cette mauvaise mégère qu'est la presse bourgeoise trépigne de joie à la nouvelle de la mutinerie des marins espagnols qui se rallièrent aux insurgés. Quel paradoxe ! Ou on est contre l'Etat et alors on essaye de l'anéantir ; ou on est pour l'Etat et alors on doit obéir et se soumettre à ses ordres, à ses lois. Mais le bourgeois n'est partisan que de l'Etat qui est l'expression de l'autocratie absolue.

Si je dois respecter autrui, en retour j'ai le droit d'exiger qu'on me respecte. Mais le capitaliste, le bourgeois, ne reconnait qu'un seul droit : le sien. Alors, le prolétariat doit se convaincre qu'il faut écraser quiconque ose porter atteinte à son droit à l'existence et ne pas craindre de frapper fort lorsque le fascisme ose descendre dans la rue.

Les événements espagnols doivent nous servir d'expérience et nous apprendre que les forces réactionnaires guettent constamment le moment où la classe ouvrière apparaît fatiguée, divisée, pour mettre en marche ses troupes recrutées dans les lupanars.

La réaction, qui se targue d'être l'ordre même, ne craint pas de mettre en action les pires moyens. Assassinat, incendie, vol, tout est permis pourvu qu'on atteigne le but, à savoir : instaurer une dictature militaire ou fasciste.

Fort de cette expérience, le prolétariat se doit de former ses milices ouvrières, de se préparer systématiquement à la lutte et le jour où le fascisme descendra dans les rues, ne pas craindre de l'écraser.

Si la violence est sacrée lorsqu'elle sert à sauvegarder les privilèges bourgeois, elle l'est davantage lorsqu'elle sert à faire disparaître la misère de celui qui gagne son pain à la sueur de son front.

Luca Bregliano.

Lettre ouverte de P. Ramus à S. Faure

sur les rapports entre Syndicalisme et Anarchisme

Vienne, 24 juillet 1936

Cher Camarade Sébastien Faure,

J'ai lu, avec le plus vif intérêt, dans le « Libertaire » du 10 juillet 1936, votre article « Est-ce un bien ? Est-ce un mal ? » Par ceci, je réponds aux trois points que vous mettez en discussion. Je suis très heureux, cela me donne aussi l'occasion de vous écrire personnellement.

Votre première question : *Que peut-on raisonnablement espérer de l'accroissement formidable de la C. G. T. ?* Pour moi, ceci ne peut que vouloir dire : *Que peut l'anarchisme en espérer ?*

En effet, cette question relève tout le problème des rapports entre l'anarchisme et le syndicalisme. L'anarchisme peut, à raison, espérer d'un mouvement syndicaliste plein de succès. Personne ne pourra nier que la méthode de l'occupation des usines par les ouvriers en grève, seule vraie méthode passive de la grève générale, soit le résultat de la propagande anarchiste. Espérons que sa méthode active — prise de la production sur la base de l'anarchisme communiste — suivra bientôt. En employant cette méthode, les syndicalistes sont devenus anarcho-syndicalistes. Ils ont atteint économiquement ce qu'ils ont demandé, bien que l'action et la méthode aient été plus grandes que le but. Cette méthode seule a aussi amené le grand accroissement d'adhérents, parce qu'une vraie bataille économique amène toujours des collaborateurs et des sympathisants. En le rendant impossible de rompre la grève, les grévistes ont gagné les grandes masses. L'énergie et l'action font toujours accroître les parties luttantes.

Mais la question s'élève : La C. G. T., que va-t-elle faire avec cet afflux d'adhérents, de force et de capacité ?

Je me rappelle très bien le temps de 1905-1914. Dans ces années, nous avons été tous pleins d'espérance en voyant accroître le nombre des adhérents. Par une propagande intense qui vit son sommet dans l'inoubliable grève générale de 1906, le nombre des adhérents montait de 200.000 à 600.000. Avec quel résultat ? Que la C. G. T. devenait, en 1914 et les années suivantes de la guerre, un outil du gouvernement, du militarisme, du capitalisme et de la guerre. Toutes nos espérances de nous autres, anarchistes, devenaient des déceptions.

Pourquoi ceci est-il arrivé ? Il paraît que tous les anarchistes n'ont pas encore appris la leçon que ces années nous ont donnée. Autrement, il serait impossible qu'ils recommencent le même travail inutile après la guerre en commettant les mêmes erreurs qu'avant la guerre. En ce temps, l'anarchisme était subordonné au syndicalisme. Il y avait même des anarchistes qui sacrifiaient l'anarchisme pour un « syndicalisme neutre » — une idéologie qui ne voulait que gagner des adhérents de gauche et de droite sans regarder l'orientation claire et consciente. Et si les congrès syndicalistes prirent quelques résolutions glissantes, les anarchistes en étaient bien contents, en y voyant un progrès de nos principes, ce qui était une grande illusion, comme les événements l'ont prouvé. Ils ne l'ont pas remarqué pendant que le mouvement syndicaliste devenait de plus en plus fort par des demandes purement syndicales des besoins quotidiens sans toucher en rien au système actuel. En même temps, le mouvement anarchiste devenait plus faible, ses journaux avaient une lutte encore plus dure, beaucoup de ses propagandistes disparaissaient, étant allés retrouver dans les rangs des syndicalistes, pour la plupart, dans des positions officielles.

J'ai grand peur que la même chose se fasse actuellement en France; on l'a fait en Allemagne de 1919-1933, et on le fait encore aujourd'hui. Je regrette beaucoup que le « Libertaire » soit plus un journal syndicaliste qu'un organe anarchiste, bien qu'il porte comme en-tête les mots *Organe hebdomadaire de l'Union Anarchiste*. On peut lire ce journal pendant des semaines sans y trouver un seul article constructif sur l'anarchisme, mais on y trouvera beaucoup sur le syndicalisme. Vous ne trouverez pas de journal syndicaliste qui soit plus anarchiste que syndicaliste ! Je ne suis pas du tout contre le syndicalisme, mais je dois dire que je considère un journal anarchiste comme ayant le devoir de publier au moins un article constructif, théorique sur l'anarchisme, ses principes fondamentaux, ses moyens de réalisation, dans chaque numero. Je crois ceci n'être pas seulement au profit de toute la classe ouvrière, mais aussi de la plus grande importance et d'un véritable intérêt pour le syndicalisme qui, par cela, devient un syndicalisme anarchiste.

Quels rapports devons-nous voir entre l'anarchisme et le syndicalisme, pour que le premier profite vraiment du dernier ? Maintenant que le mouvement syndicaliste de France a profité en appliquant les principes anarchistes, maintenant qu'il a un afflux par les sacrifices énormes du mouvement anarchiste, maintenant que la C. G. T. a augmenté le nombre de ses adhérents par l'action anarchiste, maintenant, le mouvement anarchiste a bien le droit de demander l'aide du mouvement syndicaliste. Il faut de l'aide matériellement et financièrement, car moralement le syndicalisme ne peut rien donner à l'anarchisme, mais en prend tout, continuellement. Le syndicalisme, offrant de grand cœur à l'anarchisme ses forces pourra seul se sauver de la ruine morale et sociale qui s'ensuivra certainement, s'il ne veut pas adhérer ouvertement à l'anarchisme de tous côtés. Bref, nous, anarchistes, nous attendons maintenant que le syndicalisme nous rende un peu de ce que l'anarchisme a sacrifié depuis des dizaines d'années pour le syndicalisme. Par ceci seul, le syndicalisme pourra rester sur les principes de la lutte pour l'émancipation, c'est-à-dire pour l'abolition de l'esclavage des salariés et pour la réalisation d'une société sans autorité, sans exploitation.

Les anarchistes ont le devoir de demander à la C. G. T. maintenant de l'aide. Si les syndicalistes ne s'y apprêtent pas, ils ne croient pas dans l'avenir du syndicalisme comme facteur de libération dans la société. Le syndicalisme n'est alors qu'un facteur indispensable pour la défense de soi-même, comme il y en a d'autres encore qui n'ont aucune importance pour l'idée révolutionnaire. Tout le monde le sait. Il y a beaucoup d'organisations d'aide mutuelle, d'assistance mutuelle, d'une lutte commune et de défense dans les rangs des employeurs et des employés. Celles-ci n'ont pas d'autre but que de se défendre dans le système de la concurrence acharnée, mais d'aucune façon elles ne sont dangereuses pour le capitalismee et le gouvernement, au contraire, elles sont nécessaires pour faire évoluer et durer ces institutions.

Le temps où nous vivons est très sérieux. Le syndicalisme fera son devoir seulement en s'attachant très près l'anarchisme, en l'aidant autant que possible. Dans ce cas, l'afflux d'adhérents de la C. G. T. sera un bien pour elle-même ainsi que pour tout le mouvement social. Dans ce cas, l'anarchisme va grandir ce qui fera vite disparaître le capitalisme, le gouvernement et le militarisme. De toute autre manière, le syndicalisme ne pourra faire autre chose que tous les autres partis politiques se basant sur le parlementarisme et sa démagogie. Au contraire, si la C. G. T. ne devient pas à l'heure actuelle un facteur actif pour le bien de l'anarchisme et son mouvement, alors justement par le nombre croissant d'adhérents, elle va perdre en esprit, en principes et en activité, elle n'aura plus aucune importance comme facteur de la révolution sociale. Nous verrons encore une fois l'an 1914.

Pour éviter cela je réponds à vos questions.

Efforçons-nous de faire du syndicalisme un facteur de l'anarchisme. Seul, dans ce cas, le syndicalisme pourra accomplir sa mission pour la solution du problème social; seul dans ce cas il évitera sa propre ruine pour l'humanité dans la — certainement cette fois — « dernière guerre » qui nous menace.

Bien fraternellement et avec des salutations respectueuses.

Pierre Ramus.

Le prochain numéro de la " VOIX LIBERTAIRE " paraîtra le 15 août 1936

Le coin de l'administration

BILAN DU 2e TRIMESTRE 1936

Recettes :	
Règlements	1.301 10
Abonnements et réabonnements	660 »
Souscriptions	180 25
Phalange	540 »
Total	2.681 35
Dépenses :	
Impresion, expédition et timbres	2.670 25
Excédent de recettes	11 10
Déficit antérieur	1.317 40
A ce jour	1.306 30

■ ■

Alors que nous arrivions enfin à grignoter notre déficit et a equilibrer notre budget, nous avons été informes que l'impression de la « V. L. » coûterait 15 p. 100 de plus.

Ainsi nous voilà, nous aussi, repartis inevitablement dans le cycle ordinaire consistant en augmentation de salaires et consequemment en augmentation du coût de la vie et ce ne sont pas les affirmations fallacieuses du ministre socialiste de l'intérieur qui pourront y changer quelque chose.

Ce n'est certes pas nous qui sommes surpris de cette évolution naturelle des choses et des faits, toujours les memes, se renouvelant de même façon, et que les politiciens du front populaire ont le front de présenter à popuio comme du nouveau.

Ce qu'il y a de nouveau c'est que ce soit des socialistes qui president à ce vieil etat de choses denoncé autrefois par eux et par les syndicalistes, et dont la nouveauté devait consister en l'expropriation capitaliste et la suppression du salariat.

L'occupation récente des usines, chantiers, bureaux et magasins eut pu et dû aboutir à ce desideratum déjà fort ancien, c'était bien le moment de réaliser ce qui était formulé et proclamé réalisable il y a trente ans ; seulement le progrès veut, aujourd'hui, qu'en avançant on recule, et que ce qui était réalisable il y a trente ans ne l'est plus aujourd'hui.

Pourquoi ? Parce que des politiciens tâchaient d'obtenir la confiance des électeurs pour atteindre au Pouvoir et à ses prérogatives et que leur illégalisme verbal d'antan masquait leur amour de l'ordre... capitaliste. Les radicaux restent les endormeurs du prolétariat et Jaurès-le-pitre le clown (Paul Faure *dixit*), sont largement dépassés en réformisme par leurs insulteurs (révolutionnaires, qu'ils se disaient). Les prébendiers voués par eux aux gémonies resteront les prébendiers ; et les salariés de 8 à 12.000 gagneront un peu plus pour en dépenser beaucoup plus.

La politique domine tout, empoisonne tout, nous en faisons la constatation désolante, seulement il ne s'agira pas toujours peut-être d'exciter les appétits, il s'agira aussi de les calmer et dame, si un jour les excitateurs étaient pris à leur piège ce serait un peu justice. Il nous faudra être là pour ne pas la laisser dévier ce sera probablement l'avis des lecteurs de la « Voix » auxquels nous adressons un pressant appel en faveur de leur journal afin qu'ils nous procurent les quelques centaines de francs qui vont nous manquer.

Pour le comité d'Administration :
A. Lansade.

■ ■

PHALANGE DE SOUTIEN DE LA « V. L. »

Martial (Marseille)	60 »
Corcelle (St-Junien)	60 »
Dupré (St-Hilaire-St-Florent)	60 »
Groupe de St-Nazaire	60 »
Ghiena (Marseille)	60 »
D. Nouvel (Limoges)	60 »
Boucharel (Limoges)	60 »
Renon (Limoges)	60 »
Lansade (Limoges)	60 »
Total	540 »

Fédération Communiste Libertaire du Var
Groupe de Toulon

APPEL A TOUS LES ANTIFASCISTES

Nous portons à la connaissance de tous les antifascistes que nous venons de créer un Comité de DEFENSE DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE, chargé de centraliser les fonds destinés à l'aide à apporter par tous les moyens à nos camarades espagnols.

Ce Comité se tient en permanence chaque jour, à partir de 18 heures : 14, rue Nicolas-Laugier, à Toulon.

S'y adresser pour tous renseignements et versement de fonds qui est de première urgence.

Le Secrétaire.

COMITÉ DE DÉFENSE SOCIALE

DES VOIX DU BAGNE...

Le doublage

Nous reproduisons ici, pour nos lecteurs, deux lettres des camarades Castagnet et Vézian, reçues récemment au C. D. S., précisant leurs cas personnels, tout en donnant une idée particulière du bagne de Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane française), ainsi que de la mentalité de certains bagnards, y compris celle de nos camarades, malgré tout portés vers l'optimisme, malgré les souffrances morales et physiques endurées par eux depuis de trop nombreuses années.

A. CASTAGNET

3-6-36.

Je vois, cher camarade, que ma lettre a reçu un bon accueil, vous ne m'avez point oublié. Au contraire, de mon côté, j'avais failli à un devoir, en ne reprenant, immédiatement, après ma libération du bagne, nos relations interrompues par mon brusque internement sur les îles du Salut.

Il est vrai que j'ignorais beaucoup du mouvement social et de votre persistante activité. C'est à la lecture d'un journal que m'avait envoyé un camarade de Tournon (Ardèche), que j'ai dû d'apprendre que le *Comité de D. S.* existait toujours quoique diminué dans son action, vu les nombreuses organisations de Défense et les difficultés pécuniaires, nerf de toute entreprise.

Je ne sais si je dois espérer grand chose des hommes que la naïveté et la domesticité des dits travailleurs ont désigné pour les conduire, mais aussi pour les restreindre dans leur liberté.

Les foules sont encore incapables de se conduire elles-mêmes, il leur faut des bergers, qu'importe le résultat !

Néanmoins, je veux croire qu'il serait le moment de tenter un petit effort au moment où le délire populaire a eu son couronnement en envoyant siéger aux Folies-Bourbon quelques centaines de bons socialos-communistes.

Une solution doit s'imposer, rapide. Le rapatriement de quelques condamnés militaires qui sont encore au bagne, connus ou non. En passant, je peux en citer un : un malheureux, faible d'esprit, FRAISSE, désertant à l'ennemi sous le feu français et allemand, s'évade d'Allemagne et rentre en France; là, il n'est plus question de déserter, on le renvoie au Front français, d'où une deuxième fois, il passe à l'ennemi. Il rentre à la fin des hostilités.

Au bagne, c'est un inoffensif, seuls, les effets de la guerre ont pu causer une lésion dans son cerveau et provoquer cette demi-folie qui lui a fait accomplir un acte...

Combien encore sont au bagne pour désertion à l'ennemi ou cas similaires.

Quant à mon cas il n'est pas militaire, mais néanmoins a été provoqué par le fait de la guerre et je voudrais équitablement établir une corrélation entre la peine qui m'a été infligée et que j'ai subie, *et les peines infligées et non subies*, résultant de l'Amnistie de 1921. (Anciens combattants et blessés.)

Libéré le 23 juillet 1919, après avoir quitté l'outil meurtrier, l'arme homicide, je reprenais l'outil de travail. J'oubliais vite le grand drame, d'autant plus qu'il n'était pas présent, que les obus ne faisaient plus de hideux ravages dans les vies humaines, que le cauchemar des nuits au sommeil agité sans cesse dans l'attente d'une attaque, avait disparu. Enfin, une aube nouvelle de paix, de travail, se levait pour moi; et je m'attelais avec joie à cette tâche. D'ailleurs le problème économique devenait plus angoissant que jamais.

J'étais un bon ouvrier, je n'eus pas de peine à être employé (serrurier).

Hélas, je n'avais pas goûté aux bénéfices de ma participation au grand crime collectif, j'allais percevoir le prix de ma complicité, mais aussi j'allais être absorbé par le monstre Autorité, broyé par les rouages de la Justice.

J'allais donc percevoir mes primes de tranchées, environ 1.500 francs, obligé de me déplacer de région. Je quittais l'atelier.

Je ne m'étais jamais vu en possession de pareille somme. J'avais souffert pendant cinq ans ! Je voulais au moins jouir un peu. Je fis la connaissance de deux individus se disant marchands; au cours de nos entretiens je fus sollicité d'un prêt pour effectuer un voyage. Je n'avais guère confiance et puisque j'étais riche, je leur offris de faire le voyage avec eux : ainsi je profiterait d'une petite distraction. Ces individus, dont un camelot, vendaient des étoffes volées, je le sus par la suite, mais que m'importait : je n'étais pas gendarme.

Je revenais trois jours après et reprenais mon travail.

A quelque temps de là, l'un de ces individus fut arrêté pour un fait. Un jour, deux inspecteurs vinrent me chercher dans l'atelier où je travaillais et m'invitèrent à les suivre à la permanence. J'étais inculpé de vol qualifié.

Certain de ma cause je ne pris point d'avocat et l'instruction fut rapidement menée. Je ne fus mis en présence d'aucun co-assusé, de sorte que j'ignorais quels étaient ces complices.

Et je passais aux Assises de la Gironde, à Bordeaux, le 20 octobre 1920, et *malgré la déclaration de l'un des accusés, disant : « J'ai un remords de conscience, je ne veux pas faire condamner un innocent... Castagnet est innocent »*, etc...

Durant les débats, voulant faire préciser le rôle des co-assusés, je fus même invité à ne pas empiéter sur la défense... j'étais trop calé, m'a fait connaître le Président. Je devais payer mon attitude devant ces sbires et mannequins de la loi : 15 années de travaux forcés.

J'ai payé cette fausse et lourde dette, rien désormais ne me fera oublier ces 17 années de souffrances, de colère contenue.

Depuis trois ans je suis libéré. J'ai, avec patience, avec courage, réussi à créer un petit atelier de réparations métallurgiques, serrurerie, armurerie, etc... Je vis relativement heureux, mais quel effort de volonté faut-il déployer dans ce milieu du bagne libre où grouillent un millier de malheureux pour se soustraire aux effets de la mentalité ambiante.

Terrassé par le long régime du bagne, rongé par le climat meurtrier, exténué par le travail très peu rémunéré, je ne sais comment je vis. Seuls, ma volonté, mon espoir de revoir ma pauvre mère, qui, seule, peine et souffre, sans soutien, me permettent de résister à cette situation.

Je reviens au but de l'action susceptible à envisager.

L'Amnistie de 1921 libéra les condamnés combattants, blessés ou décorés, pour vols qualifiés qui avaient encouru une peine maximum de prison, *la réclusion et les travaux forcés ne furent pas touchés par cette amnistie.*

Donc, j'ai vu des condamnés pour multiples vols qualifiés (prison) être libérés.

Une mesure n'aurait-elle pas dû être prise en faveur des condamnés aux Travaux Forcés pour un fait moindre (combattants blessés) ?

Même cause, deux effets différents !..

Enfin, j'ai expié ! Ne revenons pas en arrière. je suis libéré. *Cette mesure arbitraire de la résidence doit disparaître.*

C'est une des premières et équitables réformes que les socialos doivent comprendre dans leur programme.

Je ne suis, moi libéré, au bagne, pas plus dangereux que le libéré de prison ou de réclusion ou que tout autre *pékin* qui se la coule dans de somptueuses villas et majestueux palaces.

J'ai vu *Vézian*, avec qui je fais tous les jours un brin de causerie et lui ai transmis votre commission. (Il écrit à ce même courrier).

Quant à *Renaud*, il était à Cayenne, mais je n'ai plus de ses nouvelles, je prendrai renseignements.

Bien fraternellement. A. CASTAGNET.

(*A suivre*).

***

P.-S. — Le journal « *L'Œuvre* » du 20 juillet 36 publie un article relatif aux grâces amnistiantes émanant du *Secours Rouge* et adressé à M. Léon Blum et citant particulièrement *Maklouf Chérif*, nord-africain, détenu à Poissy, victime de la police ; l'italien anti-fasciste Bastoni, *Eliaci Vézian*, à St-Laurent-du-Maroni, *Gérard Vidal*, objecteur de conscience, détenu à Clairvaux depuis le 13 décembre 1933 ; le soldat Roger Picard, citadelle d'Amiens, « accusé d'avoir assisté en spectateur à une manifestation du Front Populaire à Amiens », etc...

Donc, *les travailleurs doivent exiger une Amnistie complète, la plus large possible et non pas l'amnistie gouvernementale au compte-gouttes.*

Le C. D. S.

ERRATUM

Dans mon étude critique « PARMI LES PENSERS ECLOS... » il s'est glissé une omission typographique dans les lignes relatives à « *Jeunesses* », colonne 3. Il faut donc lire :

« Et puis soyons indulgents, L'AUTEUR de « *Jeunesses* » n'a pas vingt ans... ».

H. Z.

Pour le Prolétariat Espagnol

La presse réactionnaire crie au scandale à la suite de la probable livraison d'avions de bombardement français au gouvernement espagnol.

Cette presse n'hésite pas à s'écrier : « La France commettra-t-elle cette faute sans excuse de livrer des avions de bombardement pour *la guerre civile* au-delà des Pyrénées ? ».

Qu'elle est stupide et sordide cette allusion à la guerre civile ! Ah ! si, au-delà des Pyrénées, au lieu d'être le « Front Populaire » qui demande aide au peuple français, c'était le gouvernement de Rivera, alors la presse fasciste imposerait ou gouvernement français d'expédier non seulement des avions, mais aussi des croiseurs et l'armée elle-même afin d'écraser la révolte des meurts-de-faim. Mais aujourd'hui, pour la presse réactionnaire, il s'agit d'aider l'insurrection factieuse et alors cette presse prétend que la démocratie française doit se désintéresser du sort de la classe ouvrière espagnole.

Pourtant, l'écrasement du prolétariat espagnol pourrait être le début de la défaite du prolétariat français et dès lors, tous les révolutionnaires, tous ceux qui ont à cœur le triomphe de la liberté, tous ceux qui ont à cœur une société où le travailleur aura droit à une juste répartition des produits du travail humain, se doivent d'aider par tous les moyens le prolétariat espagnol et assurer ainsi son triomphe.

Tout comme au début de la révolution russe, le prolétariat français doit se dresser comme un seul homme et au-dessus du gouvernement, des partis, il doit concourir au triomphe de la révolution espagnole, prélude d'une révolution mondiale.

Ainsi veut, ainsi exige la lutte pour l'extermination des classes, des castes, de l'exploitation de l'homme par l'homme.

L. B.

Souvenez-vous !...

Pendant la dernière guerre, on comptait :
4 tués par minute,
6.400 tués par jour.
Le cri des agonisants montait vers le ciel, sans cesse, jour et nuit.
Et cela dura plus de 1.550 jours !
Dans le monde entier il y a eu :
74 millions de mobilisés,
10 millions de morts,
19 millions de blessés,
10 millions de mutilés,
7 millions de prisonniers,
9 millions d'orphelins,
5 millions de veuves,
10 millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui ont dû fuir leur pays et tout abandonner.

En France, il y a eu :

319.269 maisons complètement détruites,
313.675 maisons en partie détruites,
20.603 usines détruites,
4.875 ponts détruits,
52.754 kilomètres de routes détruites,
7.985 kilomètres de voies ferrées détruites.
3.800.000 hectares de bois et de terres saccagés.

Femmes, qui comptez vos pauvres sous dans votre bourse plate et qui vous demandez comment vous paierez le boulanger jusqu'à la fin du mois ;

Mères, pour qui l'achat d'une paire de chaussures pour vos enfants est un problème pas facile à résoudre ;

Travailleurs de la terre, qu'on dit avares, parce que vous savez que l'argent, dur à gagner, ne doit pas être gaspillé ;

Ouvriers des villes, que le chômage affame avec vos femmes et vos petits ;

Méditez ce qu'ont coûté ces folles destructions.

MARSEILLE

COMITÉ DE DÉFENSE SOCIALE

Dimanche 2 août, à Foresta, **Sortie Champêtre** au profit des victimes sociales et de nos camarades espagnols de la C. N. T. et de la F. A. I.

Les adhérents de la F. A. P., de l'Athénée, des Groupes Action Libertaire, Action Anarchiste, Aurore, etc., etc. sont cordialement invités. Les camarades de l'extérieur peuvent venir nous rejoindre l'après-midi; descendre l'arrêt avant le passage à niveau de Saint-Antoine. Le Secrétaire.

POUR NOS CAMARADES ESPAGNOLS

Nos camarades de Marseille en relation avec les camarades espagnols de la F. A. I. et C. N. T. qui ont participé activement à la libération de la Catalogne, nous demandent de faire un pressant appel en faveur des victimes.

Envoyer les fonds à Lansade, Chèque Postal 10675, Limoges, qui fera parvenir.

VOIX LIBERTAIRE.

LA CIOTAT

PAS DE NIVELLEMENT PAR EN BAS !

J'ai présenté ce titre à un camarade ouvrier en lui disant que les lignes qui suivaient ce titre avaient trait aux salaires et que, par conséquent, le plus intelligent devait gagner davantage que celui que la nature avais le moins favorisé. Je lui demandais quel journal pouvait bien écrire de pareilles choses. Il me répondit : « Mais il n'y a qu'un journal réactionnaire partisan de l'échelle ignoble des salaires et de la propriété individuelle qui puisse écrire de pareilles âneries et que ce journal était sûrement « Le Jour », l' « Action Français », « Marseille Matin », etc... » Ensemble nous avons lu :

« Certains journaux ont annoncé que la représentation du « Quatorze Juillet » de Romain Rolland est organisée de telle manière que des artistes professionnels du plus grand talent toucheront le même cachet que des artistes amateurs participants à la représentation.

» Nous ne savons pas si cette information est exacte, mais ce que nous savons c'est qu'un tel nivellement serait en « **opposition avec les buts que poursuit le Parti Communiste** (1). Nous pensons, en effet, que l'effort et le talent méritent récompense, et ceux qui ont qualifié cette innovation de « communiste » feraient mieux de dire qu'il s'agit là de tout le contraire du communisme. »

Après avoir lu, j'ai déployé ce journal et ce camarade ouvrier lut avec stupeur : **Humanité,** mercredi 15 juillet 1936. Il en fut sidéré et en perdit, pour l'instant la parole. Quelques secondes après, il dit : « Zut ! Malgré tous les tournants, malgré toutes les clowneries, malgré toutes les concessions, malgré son intégration à la bourgeoisie, malgré ses appels aux catholiques, aux anciens combattants Croix de Feu, malgré ses apologies du drapeau tricolore ! Après avoir fait sienne la « Marseillaise », je ne pouvais supposer que le P. C. F. puisse arriver à défendre une échelle des salaires et prendre position en faveur du plus fort, du plus doué, du plus jeune, contre le plus faible, le moins intelligent, le plus vieux. Et je me demande, en partant de ce principe jusqu'où s'égarera, jusqu'où descendra ce parti qui se dit le descendant des Communards ?

Il ira, mon vieux, jusqu'au bout, jusqu'au fond de toutes les concessions; ensuite, il se jettera dans les bras du fascisme. N'est-ce pas Duclos Jacques, qui n'est pas un descendant des « Jacobins » mais qui est un beau Jacques tout de même, qui a écrit dans ce même journal, l' **Huma,** : « La France aux Français ! » N'est-ce pas Thorez — ou Hugues Capet — comme dit Vaillant-Couturier — qui dans le rapport qu'il développa à la Conférence du P. C. dit : « Faut-il au surplus répéter que les prolétaires ne sont nullement opposés à toute propriété ? » Plus loin : « On peut concevoir que les avantages accordés aux familles nombreuses soient compensés par des charges incombant aux célibataires et aux ménages sans enfant. » Ça, c'est du Mussolinisme pur, car en Italie les célibataires paient l'impôt sur le célibat, malgré que ce célibataire soit assez bête, assez bossu, assez boiteux, tordu ou de travers et qu'il n'ait pu trouver femme.

Allons camarades, n'êtes-vous pas encore édifiés sur le rôle que jouent les dirigeants du P. C. F. qui font tourner en bourrique les militants de la base qui eux sont sincères. Que vous faut-il de plus ? CIO-TADEN.

(1) C'est qui soulignons.

NARBONNE

Les 1er et 3e samedis de chaque mois causeries, controverses sur tous sujets sociaux philosophiques et scientifiques, au Bar Arth... boulevard Voltaire.

Le Gérant : Martin NAVARINI.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Imp. RIVET, 21, anc. route d'Aixe, Limog